

Neuchâtel, le 1^{er} octobre 2025
Communiqué de presse

Le PLR neuchâtelois dit **NON** à l'initiative des Jeunes Socialistes

Neuchâtel, le 1^{er} octobre 2025 – Lors de son assemblée générale, le PLR neuchâtelois a décidé à l'unanimité de rejeter l'initiative des Jeunes Socialistes « Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement ». Pour le parti, ce projet est dangereux pour l'économie, l'emploi et les finances publiques.

Les raisons du refus

À l'appui de sa décision, le PLR Neuchâtel retient les arguments suivants, déjà mis en avant sur le [site de la campagne](#) « Non à l'initiative des Jeunes Socialistes » :

- **Un vide budgétaire massif** : l'impôt sur les successions à 50 % dès 50 millions entraînerait une perte estimée à 3,7 milliards de francs par an, qui devrait être compensée par de nouvelles charges ou des coupes dans les prestations publiques. Les charges financières seront supportées par les cantons, les communes et les contribuables, soit 3x la même poche. Ceci serait un nouveau coup dur pour la classe moyenne.
- **Un risque de délocalisations** : face à une fiscalité confiscatoire, les entrepreneurs et investisseurs pourraient déplacer leurs activités à l'étranger, affaiblissant la compétitivité de la Suisse.
- **Un frein à l'innovation et aux PME familiales** : de nombreuses entreprises seraient contraintes à la vente ou au démantèlement pour payer l'impôt, ce qui menace des milliers d'emplois.
- **Une atteinte à la sécurité juridique** : l'entrée en vigueur immédiate prévue par l'initiative court-circuite le processus démocratique et mine la confiance dans nos institutions.

Une fausse bonne idée

Sous couvert de justice sociale et climatique, l'initiative met en péril la prospérité et la cohésion de notre pays. Le PLR Neuchâtel appelle la population à voter résolument **NON** afin de protéger nos entreprises, nos emplois et nos finances publiques.

L'initiative Service Citoyen, le PLRN refuse ce projet

Malgré ses bonnes intentions, l'initiative présente des risques et des incertitudes : imposer une forme de service pour tous pourrait être ressenti comme une contrainte excessive, notamment pour ceux qui ont déjà des engagements scolaires, professionnels, familiaux, associatifs ou politiques. Il existe aussi le risque que la mise en œuvre s'avère complexe — mise en place des milices équivalentes, définition claire des missions, compensation des pertes de revenu, logistique — ce qui pourrait entraîner des coûts importants ou des retards. Enfin, certains craignent que cela ne crée des tensions ou des injustices selon la situation des personnes, leur mobilité, leur condition sociale ou régionale.

Contacts

- › Francis Krähenbühl, Président du PLRN, +41 79 840 08 10
- › Secrétariat du PLRN, +41 32 724 66 91, info@plrn.ch